

8 Grande interview

«Si on ne fait rien, on finira par devoir importer du lait»

BORIS BEURET Le nouveau président de la faïtière des producteurs de lait estime que le système actuel atteint ses limites: la Suisse ne peut plus se permettre d'assister à la disparition des exploitations, due à la rémunération insuffisante des agriculteurs

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC GUÉNIAT ET SANDRA PERNET

Des vaches partout. Sculptées, en photo et sur les affiches. Bienvenue à Berne, dans les locaux de la faïtière des producteurs suisses de lait (PSL), qui s'apprête à déménager dans une toute nouvelle «Maison du lait». L'association a désigné ce printemps son nouveau président. Il se nomme Boris Beuret, 46 ans, et gère une ferme à Corban, dans le Jura, qui compte une soixantaine de bovins. Il est le premier Romand à occuper cette fonction, alors que la branche fait face à de nombreux défis.

Les Suisses mangent toujours plus de fromage, mais le nombre d'exploitations laitières ne cesse de diminuer. Les coûts de production augmentent et ne sont pas couverts par le prix du lait, qui résulte d'un calcul et d'un compromis complexes obtenus avec les transformateurs et la grande distribution. Cette problématique a fait son apparition dans les travées du parlement fédéral, notamment à la suite d'une enquête exclusive du *Temps* et de *Heidi. news*. Publiée il y a un an, elle dévoilait les marges très élevées que réalisent Migros et Coop sur une gamme de produits laitiers, à partir de données inédites provenant d'un piratage informatique.

Aujourd'hui, Boris Beuret veut croire que les différents acteurs ont pris conscience des limites du système actuel, conçu à la fin des années 1990. A l'optimisme qui a guidé la libéralisation du marché s'opposent désormais des considérations sur la souveraineté alimentaire, dictées par la succession de crises vécues ces trois dernières années.

Vous êtes le premier Romand à diriger PSL. Quelles sont vos priorités? Je préside une organisation qui chapeaute 19 000 producteurs travaillant en montagne et en plaine afin de produire du lait de consommation ou destiné à la fabrication de fromage. Ma mission consiste à assurer l'avenir à long terme de cette profession, qu'elle demeure dynamique et attractive.

Le nombre d'exploitations diminue chaque année. Se dirige-t-on vers une Suisse sans producteurs de lait? La question mérite d'être posée. Les exploitations laitières diminuent deux fois plus vite que les autres domaines agricoles. Le prix du lait

ne couvre pas les coûts de production. Pour la première fois cette année, nous allons importer davantage de fromage que nous n'en exportons (en tonnes). C'est le résultat d'une libéralisation, bien plus forte que pour les céréales ou la viande, entamée à la fin des années 1990. A l'époque, on croyait le secteur capable de rivaliser avec la concurrence internationale. On avait un modèle de référence: produire de grandes quantités en plaine et près des autoroutes pour pouvoir charger les camions. La pression exercée a été énorme et a conduit à d'importantes restructurations. Aujourd'hui, on commence à réfléchir différemment.

«En Suisse, le fromage est le seul marché agricole entièrement libéralisé»

Pourquoi? On ne peut pas continuer comme ça. L'euro s'est effondré. L'adhésion à l'Union européenne n'est plus à l'agenda, les crises se succèdent et la souveraineté alimentaire fait désormais partie intégrante de la Stratégie 2050 du Conseil fédéral. La production laitière est appelée à jouer un rôle central. Si on veut subvenir aux besoins alimentaires de la population de manière efficace, il faut continuer à produire du lait sur tout le territoire. Faute de quoi, nous finirons par en importer, ce qui serait une absurdité économique, sociale et écologique.

Expliquez-nous. Environ 100 000 emplois directs et indirects sont en jeu. Nos surfaces agricoles sont à 80% herbagères, contre moins de 25% en Allemagne. Il n'y a rien de plus efficace que les ruminants pour transformer ces herbages en denrée consommable. C'est 92% du fourrage destiné aux vaches qui est produit dans le pays. En comparaison géoclimatique avec l'international, la Suisse est un pays à vocation laitière. A ce propos, on a beaucoup glosé sur le méthane produit par les vaches. L'approche était fautive, comme l'a souligné l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les émissions étaient

calculées uniquement à partir des vaches, en ignorant le cycle du carbone. Or, ce cycle est fermé: la vache mange de l'herbe, produit du méthane qui se transforme en CO₂, lequel est absorbé par l'herbe qui pousse. C'est valable pour l'élevage tel qu'il se pratique en Suisse.

N'avez-vous pas une marge de progression? Bien sûr. Il ne s'agit pas de nier l'impact de nos activités. Nous ne voulons pas être injustement stigmatisés, mais faire partie de la solution. En matière de durabilité de l'agriculture et de bien-être animal, la Suisse dispose des meilleurs standards. Je suis persuadé que les consommateurs sont prêts à comprendre que nous devons être rémunérés correctement pour pouvoir continuer dans cette direction.

A ce propos, pourquoi le lait équitable ne s'impose-t-il pas? Je viens de prendre mes fonctions et dois me pencher sur la question. L'Interprofession du lait (IP-Lait), qui fixe le prix du lait en réunissant producteurs, transformateurs et distributeurs, a conscience de la nécessité d'agir pour conserver une filière forte et durable.

Ce système est difficile à comprendre. En mars, un producteur était payé 17 centimes de plus par litre de lait si sa production était transformée en gruyère plutôt qu'en emmentaler. Pourquoi? En Suisse, le fromage est le seul marché agricole entièrement libéralisé. Il est le moteur de la filière du lait. S'il s'exporte bien, comme le gruyère, cela fonctionne et permet de mieux rémunérer le producteur. Si ce n'est pas le cas, le lait reste en Suisse et cela génère une forte pression sur le marché intérieur. Pour atténuer les chocs, la Confédération a introduit un supplément fromager, un subside, et une prime de non-ensilage [l'ensilage des foin, méthode qui produit des fermentations indésirables, interdit pour certains fromages, ndlr].

Le producteur livre son lait sans savoir combien il sera rémunéré, puisque ce n'est pas la production que l'on paie, mais l'usage qui en est fait. C'est assez contre-intuitif, non? C'est le système dont nous avons hérité à la suite de la libéralisation. Lorsque le marché ne fonctionne pas, une intervention est nécessaire. Cependant, nous n'avons pas partout dans le pays la même vision du rôle de l'Etat. C'est parfois

PROFIL

1977 Naissance.

2000 Diplôme d'ingénieur-agronome de l'EPFZ.

2001 Travaille six mois dans des fermes en Nouvelle-Zélande.

2004 Mariage dont sont issus trois enfants.

2006 Reprise de la ferme familiale à Corban (JU).



un problème. Mais pour le moment, j'entends privilégier la collaboration avec les acteurs de la branche.

IP-Lait est une organisation paritaire. Or, parmi les représentants des producteurs, trois travaillent aussi pour des transformateurs. Que pensez-vous de ce conflit d'intérêts? Personnellement, je préférerais davantage d'étanchéité. Mais les doubles casquettes ne sont pas forcément négatives. Les personnes dans cette situation disposent d'une bonne vision de

la branche et comprennent que les transformateurs traversent aussi des difficultés. IP-Lait n'est pas parfaite, mais la situation serait pire sans ce système, qui a le mérite de réunir tous les acteurs autour d'une même table. A ma connaissance, la Suisse est le seul pays à s'être doté de cet instrument.

Comment s'explique l'existence de ces doubles casquettes? Lors de la libéralisation du marché, deux types d'organisations de producteurs ont été



LE QUESTIONNAIRE DE PROUST

Votre plat préféré?

La fondue pour sa convivialité.

Si vous étiez un fromager, lequel seriez-vous?

La Tête de Moine.

Votre meilleur souvenir à la ferme?

La naissance des veaux. Je suis ému à chaque fois.

Votre livre de chevet?

«Réaliste», de Bertrand Piccard.

Un rêve à accomplir?

J'aurais voulu être un gaucho en Argentine. Avec des vaches laitières évidemment.

Boris Beuret:
«Les acheteurs ont longtemps pensé que le flux de lait ne se tarirait pas.»
(BERNE, 14 AVRIL 2023/MARCO ZANONI/LUNAX)

«Un déséquilibre dans la répartition des marges n'est pas durable»

autorises par la Confédération: celles réunissant des producteurs indépendants (OP) et celles regroupant des producteurs-utilisateurs (OPU), c'est-à-dire des producteurs directement liés à une entreprise de

transformation, ces derniers possédant des parts dans ces entreprises. Si les OPU avaient été interdites, certains producteurs auraient dû littéralement se séparer des actions qu'ils détenaient dans ces entreprises de transformation, ce qui aurait pu engendrer de nouveaux problèmes. Voilà pourquoi ces deux systèmes cohabitent à l'heure actuelle et pourquoi certains représentants des producteurs peuvent porter plusieurs casquettes.



Voyage en famille en Irlande, en 2022
(ARCHIVES PERSONNELLES)



En 2006, Boris Beuret effectue sa première moisson en tant qu'indépendant, à Corban dans le Jura. (ARCHIVES PERSONNELLES)



La voiture à 400 dollars avec laquelle il découvre la Nouvelle-Zélande et ses techniques agricoles en 2001. Une aventure. (ARCHIVES PERSONNELLES)

En conservant ce modèle, les exploitations ne vont-elles pas continuer à disparaître? Le momentum a changé. Les acheteurs ont longtemps pensé que le flux de lait ne se tarirait pas. Car jusqu'à présent, les restructurations n'ont pas impacté la quantité produite. Aujourd'hui, acheteurs et transformateurs comprennent qu'on ne peut pas continuer à long terme avec une production qui n'est pas rentable.

Quid de la grande distribution, dont «Le Temps» a révélé l'an dernier l'importance des marges réalisées dans la vente de produits laitiers? Allons-y étape par étape. Mais il est clair qu'un déséquilibre dans la répartition des marges n'est pas durable. Une filière ne saurait fonctionner si l'un des acteurs n'est pas rémunéré adéquatement. Chaque protagoniste a besoin des autres, ce qui justifie la recherche d'un équilibre en privilégiant le dialogue avec les partenaires. Si le système dysfonctionne

sur le long terme, il faut que l'Etat fixe des conditions-cadres pour corriger cela.

Êtes-vous entendu par le politique? La politique agricole 2030 se prépare. Il s'agira de remettre la production laitière au centre du jeu. Elle a été négligée ces dernières années. Je suis convaincu qu'elle a un rôle important à jouer dans le système alimentaire suisse.

Au parlement, la conseillère nationale Isabelle Pasquier-Eichenberger (Les Vert-e-s/GE) a déposé une initiative pour plus de transparence sur les prix et les marges sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Qu'en dites-vous? Pour répartir équitablement les marges, la transparence est indispensable. Cette initiative mérite qu'on s'y intéresse. Les outils qu'elle propose doivent être bien construits sinon elle ratera sa cible. En France, l'Observatoire n'a pas empêché la hausse des prix de ne profiter qu'à la grande distribution.

Le supplément fromager de la Confédération est payé aux transformateurs qui doivent ensuite le verser aux producteurs. Ce système est parfois remis en question, y compris au tribunal. Cette subvention ne doit-elle pas être payée directement aux producteurs? Ce serait très compliqué au niveau administratif. Cela pourrait même être contre-productif, en accentuant la pression sur le prix du lait d'industrie.

Quel message voudriez-vous transmettre aux jeunes agriculteurs? J'aimerais leur donner l'envie de produire du lait. Il faut améliorer l'image de la profession, particulièrement au sein du monde agricole. A la suite des années difficiles que l'on a vécues, elle est souvent décrite de manière négative. Ces préjugés négatifs ont aussi une influence sur la relève. En finissant leurs études, certains jeunes ne prennent même pas en compte l'option de la production laitière. J'entends leur dire que je suis producteur de lait et heureux de l'être. ■